

forme d'exploitation de la femme, exploitation qui est inadmissible aux yeux des habitants de Niagara Falls et de l'ensemble des Canadiens.

\* \* \*

### LA SÉCURITÉ SOCIALE

#### ON APPUIE LE PRINCIPE DE L'UNIVERSALITÉ

**M. Neil Young (Beaches):** Monsieur le Président, j'ai appris avec consternation que le ministre des Finances (M. Wilson) avait retenu les services de M. William Mackness, vice-président et économiste en chef de la Banque de Nouvelle-Écosse, comme conseiller spécial en matière de politique. Or, pour réduire le déficit fédéral dans une proportion incroyable de 50 p. 100, M. Mackness recommande l'élimination du principe d'universalité dans le cas des pensions de sécurité de la vieillesse et des allocations familiales. Ce ne sont pas les banquiers comme M. Mackness, mais bien les simples citoyens de notre pays qui auront le plus à souffrir de ce conseil draconien visant à réduire rapidement notre déficit budgétaire.

Nous n'avons pas sujet de nous étonner quand nous voyons le gouvernement, si prompt à vanter les vertus de la consultation, solliciter d'abord les conseils de ses amis au sein de la quatrième banque du Canada. Pour plaire à ses partisans dans les milieux de la haute finance, le gouvernement n'hésitera pas à effectuer des coupes sombres dans les programmes sociaux dont les Canadiens ordinaires ont besoin.

Les députés du Nouveau parti démocratique ont livré une longue lutte pour obtenir aux Canadiens le droit aux pensions et aux allocations familiales. Si nous avons tant insisté sur le principe de l'universalité dans le cas de ces programmes, c'était pour leur épargner l'indignité d'avoir à se plier à un examen de leurs ressources. Je crains fort que le gouvernement actuel ne veuille faire marche arrière.

Nous sommes à la fois déçus et inquiets du revirement opéré par le gouvernement tory quant au principe de l'universalité. Naguère sacro-saint, ce principe est maintenant contesté. Nous voyons dans la nomination de M. Mackness une nouvelle preuve que les assurances du premier ministre (M. Mulroney) relativement à l'universalité n'étaient qu'un stratagème électoral. Nous prions instamment le gouvernement actuel de faire preuve de plus d'honnêteté que le gouvernement libéral précédent.

\* \* \*

### LE REVENU NATIONAL

#### LA NOUVELLE ATTITUDE ENVERS LES CONTRIBUABLES

**M. Ken James (Sarnia-Lambton):** Monsieur le Président, j'ai le plaisir de féliciter le ministre du Revenu (M. Beatty) pour son projet de rendre les services de l'impôt plus humains. La plupart des plaintes que j'ai reçues dans ma circonscription concernent les impôts, le fisc et son attitude. J'hésite à employer le terme «tactique» bien que d'autre l'aient fait.

### Article 21 du Règlement

Le ministre a dit qu'en resserrant les contacts entre les services de l'impôt et les citoyens, pas comme adversaire mais comme service consultatif, on encouragera les gens qui ont attendu à se faire connaître et à payer le solde de leurs impôts. Je suis parfaitement d'accord à ce sujet et on obtiendra beaucoup plus par la compréhension que par la force, tous les parents le savent.

Il y a longtemps que l'on néglige, peut-être volontairement, de modifier l'image des services de l'impôt. Le gouvernement a montré qu'il était décidé à apporter des changements au lieu de maintenir un mauvais régime parce qu'il existe.

Cette décision présente également d'autres aspects positifs, dont le fait d'offrir immédiatement un emploi à ceux qui en cherchent n'est pas le moindre. D'après le ministre, on consacrerait environ 380 années-personnes à ce changement, ce qui prouve que le gouvernement est décidé à s'inspirer du rapport du groupe d'étude conservateur recommandant d'apporter certains changements à Revenu Canada. Cette décision montre aux Canadiens que le gouvernement travaille pour eux au lieu de leur demander de travailler pour lui.

\* \* \*

• (1410)

### VIA RAIL

#### LE SERVICE ENTRE EDMUNDSTON ET MONCTON

**M. Bob Corbett (Fundy-Royal):** Monsieur le Président, les habitants du Nouveau-Brunswick et de la région des Maritimes ont été réconfortés par la promesse du gouvernement de rétablir le service Atlantique Limitée de VIA Rail. Les citoyens de ces provinces s'étaient opposés à la suppression de ce service, ne tenant nullement à être privés d'une liaison efficace et appréciée avec le centre du pays, à voir le tourisme décliner dans leur région et à éprouver de la difficulté à se déplacer. Je suis heureux que le gouvernement ait reconnu la valeur du service Atlantique Limitée.

J'exhorte le ministre des Transports (M. Mazankowski) à veiller au rétablissement rapide de ce réseau de transport. Les lacunes et l'inefficacité du service actuel sont notoires et bien prouvées. Je souhaite épargner aux habitants du Nouveau-Brunswick et à toutes les personnes appelées à se déplacer dans la région des Maritimes les ennuis causés par des horaires qui ne conviennent pas, des surréservations, des pertes de temps et des dépenses inutiles.

Le rétablissement du service entre Edmundston et Moncton a été bien accueilli et j'espère qu'il redeviendra un service permanent de VIA Rail.

Les gens du Nouveau-Brunswick comprennent que le gouvernement doit subir les conséquences d'une quinzaine d'années d'incurie financière, de folles dépenses et d'irresponsabilité. Nous espérons toutefois que ces facteurs n'empêcheront pas le gouvernement de rétablir dans les plus brefs délais un service-voyageurs ferroviaire qu'on n'aurait jamais dû abandonner.